

# RAPPORT D'ACTIVITÉS 2021



CCSI

# ORGANISATION

## ÉQUIPE SALARIÉE

### Permanence d'accueil et information

Sandra GARLEJO

Eugénie JABAKJI

Catherine ROSSI

### Consultation Enfance, éducation et santé

Sandra GARLEJO

Camille GRANDJEAN-JORNOD

Teresa LOURENÇO

Amanda SCHROEDER

### Consultation Assurances sociales

Sandra GARLEJO

Catherine LACK

### Consultation Permis de séjour

Mehmet ARAS

Eva KISS

### Administration et finances

Emmanuelle BLANC

### Communication et relations extérieures

Marianne HALLE

### Entretien des locaux

Neibere FAZLIJI ZUKA

### Renforts temporaires

Catia CARVALHO FERREIRA

Magda LAMAS

Emma PERNEGER

## BÉNÉVOLES ET STAGIAIRES

Magali CASAS

Laura KARLÉN

Willinton LOPEZ VEGA

Catherine PETERMANN

Tatiana VALLEJOS

## ORGANES DE L'ASSOCIATION

### Comité

Rosita FIBBI, *Co-présidente*

Emilie FLAMAND LEW, *Co-présidente*

Jean BLANCHARD

Marie-Christine BOVARD

Silvia CAVATAIO

Cécile CRETOL RAPPAZ

Mariana DUARTE MÜTZENBERG

Viviane GONIK

Yamama NACIRI

Isabel OBADIARU

Sophie DE WECK HADDAD

Rachel WONG, *Trésorière*

### Commission de coordination

Emmanuelle BLANC

Camille GRANDJEAN-JORNOD

Marianne HALLE

## RENDEZ-VOUS SUR [CCSI.CH](https://ccsi.ch) OU CONTACTEZ-NOUS

Centre de Contact Suisses-Immigrés

25, Rte des Acacias · 1227 Les Acacias

[admin@ccsi.ch](mailto:admin@ccsi.ch) · 022 304 48 60

CCP 12-21188-7

IBAN CH90 0900 0000 1202 1188 7

# L'ÉDITO

En 2020, le COVID a bouleversé nos vies, notre économie, notre société et l'équilibre – souvent précaire – de nos usagères et usagers. Il a aussi permis de faire bouger les lignes concernant le soutien aux plus démunies, quel que soit leur statut légal. En 2021, la pandémie s'est installée, nous avons dû apprendre à vivre avec, mais les conséquences des bouleversements provoqués par le COVID se font encore sentir de manière durable. Proche du terrain, à l'écoute des usagères et usagers, le CCSI est en première ligne pour identifier ces nouvelles problématiques et ces nouveaux besoins.

La précarisation des titres de séjour est ainsi apparue comme l'un des enjeux majeurs. La crise a fragilisé de nombreuses situations, mettant en péril l'indépendance financière généralement exigée des personnes étrangères pour garantir leur droit au séjour. En outre, la période que nous traversons a mis en lumière la question du non-recours aux prestations étatiques. De nombreuses personnes fraîchement régularisées ou en attente d'une régularisation renoncent en effet à demander de l'aide, de crainte de mettre en péril leur (futur) titre de séjour.

Le CCSI a dès lors mis sur pied un projet visant à mieux faire face aux conséquences

sociales et économiques de la crise du COVID. Grâce aux généreux dons reçus cette année, nous avons notamment pu renforcer la consultation Permis de séjour et ouvrir une permanence hebdomadaire d'information autour de ces questions. Dans les mois à venir, nous espérons pouvoir formuler, avec nos alliés, des pistes d'action collective sur le moyen terme.

Nous travaillons également, avec nos partenaires du réseau, pour documenter les effets de l'informatisation des démarches administratives (autre motif de non-recours que la pandémie n'a fait qu'aggraver) et conscientiser les différents acteurs sur ces enjeux d'accès aux prestations.

Comme le disent nos statuts, le CCSI promeut « une politique migratoire et une société justes, solidaires, et respectueuses des droits humains ». Depuis près de 50 ans, nous y travaillons de la même manière : en nous appuyant sur nos constats de terrain pour construire une action plus collective. C'est cet engagement que nous poursuivons aujourd'hui avec détermination.

Rosita FIBBI  
Emilie FLAMAND-LEW

# POINTS FORTS 2021

L'année 2021, marquée une nouvelle fois par la pandémie, a vu le CCSI s'engager pour délivrer de nouvelles prestations en faveur de ses usagers·ères. Ayant participé aux travaux préparatoires,

nous avons fait campagne en faveur du OUI à l'**indemnité COVID pour les travailleurs·euses précaires** après que la loi a été attaquée par un référendum. Le 7 mars 2021, ce projet novateur l'a heureusement emporté dans les urnes, permettant d'indemniser pour la première fois l'ensemble des travailleurs·euses, avec ou sans statut légal, déclarés ou non par leurs employeurs. Le CCSI a ensuite bien sûr accompagné ses usagers·ères dans les démarches visant à obtenir cette indemnité.

En outre, le CCSI a participé à la distribution d'**aides financières directes** à ses usagers·ères. Fin 2020, pour éviter une catastrophe sociale, le Grand Conseil avait en effet accordé un crédit de CHF 12 millions pour venir en aide aux personnes précarisées par les vagues successives de COVID-19. Un don de la Loterie Romande au CAPAS est venu compléter cette somme. Plusieurs associations ont été mandatées pour en assurer la distribution aux personnes concernées, dont le CCSI. Pour notre public, nous avons donc procédé à l'évaluation de la situation financière des personnes ou familles, vérifié que les critères d'octroi fixés par les règlements étaient remplis, puis délivré des aides directes (souvent de main à main) lorsque cela était possible.

Comme en 2020, ce travail a été effectué en plus des activités que le CCSI mène habituellement, et a généré une importante surcharge tant pour les consultations que

Le CCSI  
a délivré CHF

# 697 586

en aides  
financières  
directes  
en 2021

pour le suivi administratif et financier. Les fonds reçus contenaient heureusement un dédommagement pour ces charges, qui nous a permis d'engager temporairement du personnel supplémentaire.

Autre nouveauté, l'extension aux enfants sans statut légal de l'**Allocation de rentrée scolaire** en Ville de Genève. Ce coup de pouce aux familles à revenus modestes – destiné à couvrir les frais liés à la scolarité – s'est ouvert aux familles que nous suivons pour la première fois en juin 2021. Dans ce contexte, le CCSI et la Ville de Genève ont consolidé leur partenariat: nous sommes désormais chargés d'accompagner les familles dans les démarches, et de leur délivrer les cartes pré-payées qui leur permettent d'effectuer les achats pour leurs enfants. Avec une équipe renforcée et grâce à une collaboration fluide avec la Ville, la mise en œuvre s'est déroulée sans accroc. Le CCSI est ravi d'avoir pu contribuer à ce que les familles concernées puissent accéder à cette aide plus que bienvenue.

Cette année, le CCSI a également pu prendre en charge des **activités extrascolaires** pour les enfants d'une trentaine de familles. Dans les situations de grande précarité, les dépenses « non-essentiels » sont les premières à sauter. Or ces activités – camps de vacances, cours de foot ou de théâtre – permettent non seulement aux enfants de s'épanouir et de vivre une enfance comme les autres, elles donnent aussi aux parents l'assurance d'un encadrement adéquat pour leurs enfants, leur permettant de travailler sans se soucier de leur bien-être... ou simplement de souffler un peu. Nous tenons à remercier vivement la commune d'Anières, dont le généreux don a permis à ces enfants d'accéder à ces activités.

**453**  
enfants  
ont reçu  
l'allocation  
de rentrée  
scolaire

Les activités  
extrascolaires  
de  
**37**  
enfants ont  
été prises  
en charge

Le CCSI  
a assuré

3646

rendez-vous  
avec ses  
usagers·ères  
en 2021

Notre  
permanence  
d'information  
sur les permis  
de séjour  
a reçu

5 à 7

personnes  
par semaine

Ces nouvelles prestations viennent s'ajouter au travail effectué habituellement par les consultations. Grâce notamment au développement de nos relations avec les communes genevoises, les démarches pour lesquelles le CCSI offre un accompagnement sont en augmentation. Les variations d'activité que nous connaissions il y a quelques années encore tendent ainsi à diminuer, au profit d'un rythme soutenu tout au long de l'année, à la permanence d'accueil comme dans les consultations.

De manière générale, le CCSI constate aussi que la crise économique et sociale en lien avec le COVID a **renforcé la précarité et l'instabilité** des conditions de vie de ses usagers·ères. Les parcours migratoires sont souvent circulaires (on tente sa chance dans un pays, puis dans un autre, on rentre parfois un temps au pays, avant de tenter sa chance à nouveau, etc.), les solutions de logement moins durables, les revenus difficiles à stabiliser. Nous le voyons aussi dans les consultations, où la durée moyenne des rendez-vous s'allonge: les situations que nous suivons demandent un soutien psychosocial renforcé, du temps et de la disponibilité pour répondre aux besoins de nos usagers·ères. Cette instabilité induit aussi une forte incertitude autour des possibilités d'obtenir ou de renouveler un permis de séjour. Les généreux dons reçus cette année nous ont permis d'augmenter temporairement notre capacité de répondre à la demande dans ce domaine, et nous tenons à remercier nos donateurs de nous permettre ainsi d'améliorer l'accès à l'information et la défense des droits de nos usagers·ères précarisé·e·s.

Relevons également que le **fonctionnement des institutions** et services de l'administration a un impact important sur notre travail. Les retards et dysfonctionnements de certains services génèrent de l'angoisse pour nos

usagers-ères, qui nous sollicitent fréquemment pour savoir ce qu'il advient de leur dossier. Ailleurs, c'est l'informatisation des démarches et la forte restriction de l'accès aux guichets qui induit un report de charges sur les associations: les situations que nous suivons ne rentrent que rarement dans les cases des formulaires génériques, et l'absence de permis de séjour et/ou de compte en banque, de même qu'une connaissance parfois limitée du français (particulièrement le français administratif !) compliquent les démarches en ligne. Le CCSI travaille avec ses partenaires du réseau pour alerter sur la nécessité de maintenir une accessibilité effective des services et prestations pour l'ensemble des publics.

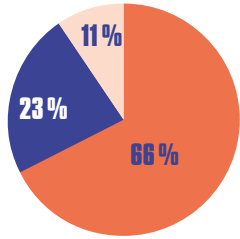
Enfin, après deux ans de travaux, le CCSI a modifié ses statuts en janvier et mis en place de nouvelles modalités de **gouvernance interne**. Cette réforme avait pour objectif de clarifier les compétences décisionnelles entre le comité et l'équipe professionnelle, ainsi qu'au sein de cette dernière. Nous avons notamment institué une commission de coordination interne à l'équipe, chargée de la bonne marche de l'association au quotidien. Le comité du CCSI, dans lequel l'équipe n'est plus présente *in extenso*, s'est renforcé avec de nouvelles arrivées en 2021. Il s'est également organisé de manière à maintenir des relations étroites avec le terrain, en formant des binômes thématiques avec chacune des consultations et permanence. La coprésidence assume ce rôle pour les questions en lien avec la gestion financière et les ressources humaines.

Nous espérons avoir ainsi doté le CCSI d'une structure plus adaptée au fonctionnement d'une association de cette taille et importance, lui permettant d'envisager les défis à venir avec sérénité. Une évaluation de cette réforme sera menée par une entité indépendante fin 2022.

# 6

nouvelles  
personnes  
sont venues  
renforcer  
le comité  
du CCSI

## FRÉQUENTATION

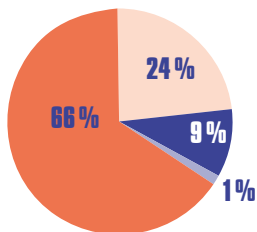


Consultation Enfance, éducation et santé  
(1 237 dossiers suivis)

Consultation Assurances sociales  
(213 dossiers suivis)

Consultation Permis de séjour  
(427 dossiers suivis)

## STATUT DE SÉJOUR



Sans autorisation de séjour

Nationalité suisse

En attente d'un permis

Disposant d'un permis

# STATISTIQUES

Le CCSI a suivi 1 877 dossiers en 2021 – un retour à une fréquentation dans la norme des années pré-pandémie pour l'ensemble des consultations. Le nombre de nouveaux dossiers (464 en 2021) est lui aussi plus proche des valeurs courantes qu'en 2020, mais cache en réalité des variations plus importantes. La consultation Permis de séjour pu suivre davantage de nouvelles situations que les années précédentes grâce à une augmentation (temporaire) de taux. La consultation Enfance, éducation et santé – qui ouvre essentiellement des dossiers pour des familles primo-arrivantes – a quant à elle ouvert moins de nouveaux dossiers qu'à l'accoutumée, comme en 2020. Cela s'explique par les restrictions de mobilité liées à la situation sanitaire. Un effet de rattrapage est d'ailleurs visible dès l'été, puisque 63 % des nouveaux dossiers de la consultation Enfance ont été ouverts au second semestre 2021.

Notons encore que près d'un dossier sur dix (9.4 %) est suivi simultanément par plus d'une consultation au CCSI. Cette proportion, en augmentation constante, résulte de notre volonté de prendre en charge ces situations complexes de manière globale. Nos usagers-ères bénéficient ainsi de l'ensemble des compétences que nous pouvons leur offrir et évitent d'être renvoyé-e-s vers d'autres structures.

Le CCSI a assuré plus de 3 600 rendez-vous en 2021. Ce chiffre est en forte hausse depuis des années, particulièrement dans la consultation Enfance, éducation et santé. Il montre à quel point le suivi des familles que nous accompagnons nécessite des démarches toujours plus nombreuses et complexes. Relevons également – non sans fierté – que cette hausse découle du travail que nous menons pour



étendre les droits des personnes migrantes : aides financières directes, indemnité pour les travailleurs-euses précaires ou allocation rentrée scolaire en Ville de Genève, notre engagement a contribué à ce que nos usagers-ères accèdent à de nouvelles prestations.

La répartition de nos usagers-ères en fonction de leur statut de séjour, ainsi que leur provenance géographique, demeurent remarquablement stables. L'Amérique latine – Brésil, Bolivie et Colombie en tête – continue d'être la zone de provenance la plus courante parmi nos usagers-ères (52% des dossiers). Stabilité également dans les provenances de nouveaux dossiers, à l'exception de l'Asie, en diminution depuis la fin de l'opération Papyrus (le CCSI avait alors ouvert de nombreux dossiers de régularisation pour des personnes des Philippines). Enfin notons que plus de 18% des titulaires de dossier de la consultation Enfance sont ressortissant-e-s d'un pays de l'Union européenne, mais ne bénéficient pas (encore) du regroupement familial pour leurs enfants, en l'absence d'un logement jugé convenable et/ou d'un employeur qui accepte de les déclarer.

**81%**  
des titulaires  
de dossiers  
suivis sont  
des femmes



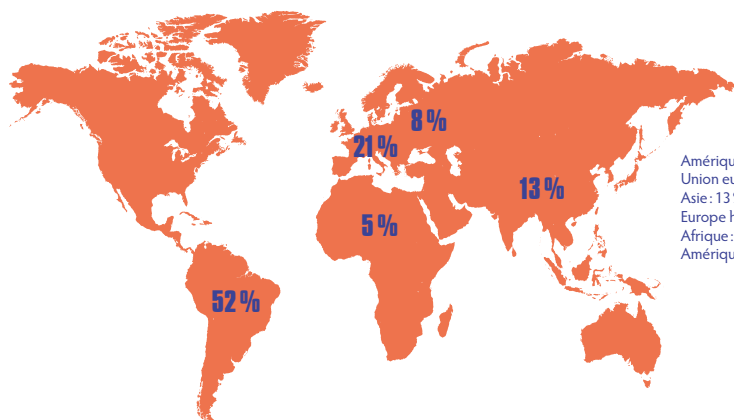
Le CCSI a suivi  
les familles de

**2160**



enfants  
en  
2021

## PROVENANCE



Amérique du Sud et centrale : 52 %  
Union européenne et Suisse : 21 %  
Asie : 13 %  
Europe hors Union européenne : 8 %  
Afrique : 5 %  
Amérique du nord, Océanie et Caraïbes : 1 %

# COMPTES

Les comptes 2021 présentent un déficit de CHF 6 084.- avant répartition avec le Canton. Cette année étant la dernière du contrat de prestations quadriennal qui lie le CCSI au Canton de Genève, la provision faite sur les exercices précédents a été dissoute pour parvenir à un résultat définitif correspondant à un déficit de CHF 3 309.-.

CHARGES	2021	2020
Frais de personnel	873 270	761 380
Charges de locaux	150 378	194 888
Charges administratives	84 843	76 658
Campagnes et relations extérieures	9 001	3 091
Charges de projets (Accueil, ARS, Archives)	147 272	827
Charges aides financières COVID	724 835	392 749
Amortissements couverts par les fonds affectés	96 900	93 093
Amortissements non-couverts par les fonds affectés	6 121	602
<b>Total des charges</b>	<b>2 092 620</b>	<b>1 556 339</b>

PRODUITS	2021	2020
Canton de Genève	373 507	373 507
Ville de Genève (yc. Allocation de rentrée scolaire - ARS)	440 000	250 000
Confédération (OFAS)	77 000	77 000
Communes	37 150	18 000
Projet Accueil et primo-information	127 830	129 180
Recherche de fonds - projets	82 000	93 000
Dons pour aides directes aux usagers-ères	768 769	451 749
Dons membres et sympathisant-e-s	11 810	15 185
Cotisations des membres	11 650	12 540
Contribution des usagers-ères	6 156	6 308
Sous-location	31 401	31 401
Prestations et autres produits	24 735	10 459
<b>Total des produits</b>	<b>1 992 008</b>	<b>1 476 321</b>

<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>-100 612</b>	<b>-80 018</b>
<b>Résultat financier</b>	<b>-2 071</b>	<b>347</b>
<b>Résultat des fonds affectés</b>	<b>96 598</b>	<b>67 130</b>
<b>Résultat avant répartition avec Canton</b>	<b>-6 084</b>	<b>-12 540</b>
<b>Provision subvention non-dépensée</b>	<b>2 775</b>	<b>9 405</b>
<b>BÉNÉFICE (+) / PERTE (-) DE L'EXERCICE</b>	<b>-3 309</b>	<b>-3 135</b>

Ce résultat, proche de l'équilibre sur les quatre ans, montre les efforts importants consentis par le CCSI tant dans le domaine de la recherche de fonds que dans celui de la maîtrise des charges. En effet, malgré des fluctuations importantes dues à des circonstances exceptionnelles ces trois dernières années (déménagement, pandémie de COVID-19, aides financières directes, etc.), le CCSI est parvenu à maintenir une certaine stabilité financière. Notons toutefois que le résultat reste déficitaire malgré ces efforts, ce qui témoigne de la difficulté à lever des fonds suffisants pour financer l'augmentation de l'activité du CCSI.

Parmi les nouveautés 2021, la mise en œuvre de la prestation d'allocation de rentrée

scolaire (voir p. 5) influe tant sur les produits que les charges: la subvention de la Ville de Genève augmente certes de manière importante (passant de CHF 250 000 à 440 000), mais cette hausse couvre principalement l'achat des cartes prépayées que le CCSI distribue à ses usagers-ères (CHF 135 000), le solde permettant l'augmentation de taux d'activité au sein de l'équipe pour assurer la prestation.

Les aides financières directes pour les usagers-ères du CCSI (voir p. 4) impliquent également des variations importantes dans les produits et les charges. Là aussi, outre les aides elles-mêmes, une partie des charges concerne les frais de personnel: le CCSI a dû procéder à des engagements temporaires pour faire face aux nombreuses demandes. Ces charges supplémentaires sont toutefois couvertes par les dons reçus, qui comprenaient un dédommagement pour ces divers frais de mise en œuvre.

En outre, le CCSI a également augmenté des taux d'activité pour répondre aux conséquences de la crise liée au COVID-19, grâce aux généreux dons des communes d'Anières et Plan-les-Ouates, ainsi que de l'ACASE. Les fonds reçus jusqu'à présent nous permettent de poursuivre ce projet jusqu'à fin 2022.

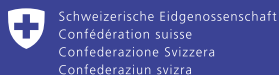
Les charges administratives sont relativement élevées en 2021 en raison du surcoût de traitement par notre fiduciaire des très nombreuses écritures comptables qu'ont généré les aides financières directes, ainsi que de frais liés à la maintenance de notre base de données informatique, un outil de travail essentiel.

Nous tenons à souligner que les communes genevoises ont apporté cette année un soutien particulièrement précieux au CCSI. Nous y voyons le résultat des relations de confiance que nous développons depuis de nombreuses années avec plusieurs d'entre elles, mais également du renforcement de nos partenariats avec l'ensemble des collectivités publiques dans le contexte de la crise du COVID-19, et de la prise de conscience qui s'est produite autour des populations vulnérables que nous accompagnons.

Enfin, les produits extraordinaires sont plus élevés cette année, en raison des compensations financières que nous avons reçues pour notre participation à plusieurs projets sur le plan local ou européen. Ces participations, pour lesquelles le CCSI est souvent sollicité, témoignent de la valeur que nos partenaires du réseau accordent à notre expertise.

# REMERCIEMENTS

Le CCSI remercie chaleureusement les personnes, les institutions, ainsi que les collectivités publiques et privées qui soutiennent financièrement ses activités. Les tâches mentionnées dans ce rapport n'auraient pas pu être menées à bien sans leur appui. Le CCSI remercie également pour leur précieux soutien ses partenaires au Bureau de l'intégration des étrangers du Canton de Genève, et au Département de la cohésion sociale et de la solidarité de la Ville de Genève, ainsi que l'ensemble de leurs collaborateurs-trices.



## FONCTIONNEMENT

- Le Canton de Genève ;
- La Ville de Genève ;
- L'Office fédéral des assurances sociales ;
- Les communes d'Aire-la-Ville, Bernex, Carouge, Céligny, Chêne-Bourg, Collonge-Bellerive, Confignon, Grand-Saconnex, Lancy, Meinier, Meyrin, Onex, Thônex, Versoix et Veyrier.

## PROJETS

### « Accueil et information »

- Le secrétariat d'État aux migrations et Bureau de l'intégration des étrangers (fonds PIC).

### « Conséquences sociales et économiques du COVID-19 »

- La commune d'Anières ;
- La commune de Plan-les-Ouates ;
- L'ACASE (Association catholique d'action sociale et éducative).

### « Des enfants avant tout »

- La fondation Dora ;
- La fondation Gandur pour la jeunesse ;
- La fondation sesam .